

### Angela Godfrey-Goldstein

Après la déclaration d'indépendance d'Israël en 1948, les Bédouins Jahalin ainsi que quatre autres tribus du désert du Neguev (al-Kaabneh, al-Azazmeh, al-Ramadin and al-Rshaida) ont trouvé refuge en Cisjordanie, alors sous contrôle de la Jordanie. Ces tribus traditionnellement semi-nomades vivent de l'agriculture et de l'élevage dans les zones rurales autour d'Hébron, Bethléem, Jérusalem et Jéricho et dans la vallée du Jourdain.

Ces zones sont dénommées « Zone C » de l'*Occupied Palestina Territory* - OPT), et représentent 60% de la Cisjordanie. Les accords d'Oslo en 1995 ont accordé à Israël le contrôle administratif et de la sécurité de la zone C, qui devait être progressivement rendu à l'autorité palestinienne en 1999<sup>1,2</sup>. Cela ne n'a pas été fait et aujourd'hui, 25 ans après la signature des accords d'Oslo, Israël a gardé le quasi contrôle exclusif de la zone C, y compris l'application de la loi, la planification et la construction. C'est là que se trouvent toutes les colonies de Cisjordanie, les zones industrielles, les bases militaires, les champs de tirs, les réserves naturelles, les routes réservées aux colons, toutes placées sous le contrôle de l'armée israélienne. Au cours des années, Israël a dépossédé les Palestiniens de 200.00 hectares environ de terres, terres agricoles et pâturages inclus, qui sont généreusement attribuées aux colonies.

Quelques 630 000 colons israéliens vivent actuellement en Cisjordanie (comprenant Jérusalem Est) au sein de 200 colonies, et bénéficient de presque tous les droits et privilèges des Israéliens vivant en Israël à l'intérieur de la ligne verte<sup>3</sup>. Le « *Deal du siècle* » récemment lancé par Trump instaure au profit d'Israël l'annexion permanente de ces colonies, en contradiction avec la résolution 2324 du Conseil de sécurité de l'ONU du 23 décembre 2016 qui a réaffirmé l'illégalité des colonies israéliennes en Cisjordanie.

La situation des réfugiés bédouins palestiniens de 1948, environ 27.000 pasteurs vivant sous le contrôle de l'armée israélienne dans la zone C, pose un grave problème humanitaire. Les plus menacés sont 7.000 Bédouins (dont 60% d'enfants) vivant dans 46 petites communautés à la périphérie de Jérusalem. Les installations fournies grâce à des dons humanitaires (abris, enclos de chèvres, réservoirs à eau, écoles, panneaux solaires) sont délibérément les cibles de démolitions ou confiscations, et le crime de guerre que constituent les déplacements forcés par les autorités israéliennes reste une menace constante.

### Évènements en 2020

#### Ventes d'armes et démolitions

Les problèmes autochtones en Palestine/Israël ont été importants comme toujours en 2020. Le principal, l'annexion *de jure*, a provoqué des critiques internationales au plus haut niveau. L'annexion était supposée « empêchée » par les *Accords Abraham* de l'administration Trump, puisque les Emirats Arabes Unis (EAU) se vantèrent<sup>6</sup> d'avoir signé un « traité de paix » afin d'éviter l'annexion<sup>7</sup>. De bons observateurs ont vite fait remarquer

qu'en langue arabe, l'accord faisait référence à une **annulation** des annexions<sup>8</sup>, tandis qu'en Hébreu le mot utilisé était « **suspention** <sup>9</sup> ».

Pendant ce temps, l'accord Israël /EAU a permis à Abu Dhabi d'acheter aux Etats-Unis 50 chasseurs furtifs F-53 et du matériel militaire<sup>10</sup> convoité depuis longtemps, ce qui apparentait plus ce traité à une vente d'armes qu'à un accord de paix, d'autant qu'Israël et les EAU ne se sont jamais fait la guerre et sont connus pour avoir fait des affaires secrètes entre eux depuis de nombreuses années <sup>11, 12</sup>.

Bien que les EAU aient été convaincus qu'ils avaient empêché l'annexion, l'annexion *de facto* est allée de l'avant avec la poursuite de l'accaparement de terres, des déplacements forcés et de l'implantation de colonies. L'armée israélienne continue de déplacer les Palestiniens, y compris les Bédouins, notamment dans la vallée du Jourdain et les collines au sud d'Hébron. Le rythme des démolitions, entraîné par les activités de colonisation d'Israël, a été soutenu l'année dernière, ne témoignant d'aucune empathie pour les Palestiniens désormais sans abris au milieu de l'hiver et en plein COVID 19. Le 3 novembre, le jour des élections aux Etats-Unis, Israël a démoli un village entier bédouin à Khirbet a-Humsa dans la vallée du Jourdain<sup>13</sup>, où elle a détruit 83 installations dont deux de panneaux solaires, et déplacé 73 personnes, dont 41 enfants parmi lesquels un nouveau-né<sup>14</sup>. Comme l'a commenté le journal L'Indépendant :

*« Ceci en dépit d'instructions des autorités israéliennes selon lesquelles de tels ordres devraient être bloqués compte-tenu des mesures sanitaires ordonnant la distanciation physique et le confinement pendant la pandémie de coronavirus <sup>15</sup> ».*

Les démolitions dans la vallée du Jourdain correspondaient aux objectifs que Trump donnait à sa « *Vision de la paix* » :

*Est donnée à Israël la souveraineté sur les régions considérées comme importantes pour sa sécurité : la vallée du Jourdain, le corridor de Jérusalem, et la région qui contrôle le centre économique et urbain d'Israël, à savoir l'aéroport international Gush Dan et Ben Gurion. En totalité, Israël reçoit 30% de la Cisjordanie (selon le compte d'Israël), représentant 115 des 130 colonies israéliennes en Cisjordanie et 97% des colons qui y vivent. <sup>16</sup>*

Israël était apparemment soit en train d'affirmer sa revendication en déplaçant les Bédouins autochtones, soit en train de tester quelle réponse proviendrait des Etats-Unis (très absorbés par l'élection controversée) ou de la communauté internationale. En fait, des jugements sévères ont été prononcés<sup>18</sup> mais sans mentionner de prix à payer, comme toujours. Michael Sfar, un éminent juriste en droits de l'homme, a écrit dans Haaretz<sup>19</sup> :

*L'augmentation des démolitions de constructions palestiniennes s'effectue sous la pression des organisations de colons, avec la mobilisation de ressources humaines et de moyens sans précédent, et le recours à des procédures de démolitions tronquées. En d'autres termes, les droits procéduraux des résidents pour contrer les démolitions de leurs maisons ont été fortement diminués, et toutes les procédures visant à stopper les ordres de démolitions ont été raccourcies, dans le but de gonfler la liste des structures*

*promises à la démolition.*

*Si le gouvernement israéliens continue de bénéficier de l'immunité de la période de transition, et si cette période dure assez longtemps, la zone C de Cisjordanie va connaître un changement important, en premier lieu une accélération du processus à l'œuvre pour faire disparaître la présence palestinienne. Ou, en des termes moins indulgents, le **nettoyage ethnique va s'accélérer.***

A été apportée à l'appui de cette opinion l'information selon laquelle le gouvernement israélien a augmenté de 6,2 millions de dollars le budget affecté au contrôle des « constructions palestiniennes non autorisées » dans la zone C, pour l'achat de drones, comme ceux déjà utilisés par Regavim<sup>20</sup> et « ériger des clôtures et fermer différentes zones, construire des routes et acheter différents matériels électronique de surveillance<sup>21</sup>. »

Le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (UNOCHA) fait état, dans ses statistiques globales des déplacements forcés en 2020, de 393 personnes appartenant aux communautés de pasteurs bédouins déplacées suite aux démolitions dans la zone C, et de 2.543 personnes affectées par ces démolitions. La démolition de Khirbet al Humsa le 3 novembre 2020 a contribué à faire des statistiques de novembre les pires de l'année : les autorités israéliennes ont démoli, forcé les habitants à démolir, ou saisi 178 installations appartenant à des palestiniens dans toute la Cisjordanie ; c'est le chiffre le plus haut atteint en un seul mois depuis que l'UNOCHA a commencé à documenter cette pratique en 2009.<sup>22</sup>

Ces démolitions, qui selon les experts en droit international sont contraires au droit international humanitaire (IHL)<sup>23</sup> et aux principes relatifs aux droits de l'homme, met en lumière les limites du droit international quand un État membre de l'ONU agit en violation avec celui-ci, et que d'autres États membres tels que les États-Unis refusent de le voir. Cette irresponsabilité par rapport aux démolitions et autres violations dans la zone C est aggravée par le jugement tardif de la Cour pénale internationale (CPI). Pire, l'aile droite du gouvernement revendique maintenant la plus grande partie de la zone C (qui aurait dû être rendue à la Palestine en 1999) comme « propriété de l'État », et accuse l'Autorité palestinienne et l'Union européenne de la voler à Israël<sup>24</sup>. Le fait qu'une ONG de colons, Regavim (qui se décrit comme un « *think tank et lobby dédié à la protection et à la préservation de la souveraineté d'Israël* » fondé par un membre d'extrême-droite de la Knesset, Bezalel Smotrich) soit en partie financée par le gouvernement d'Israël<sup>25,26</sup> reflète de manière flagrante son véritable statut. Cependant ses membres et sympathisants ignorent les souffrances qu'ils causent, tout en affirmant qu'ils ne font que « respecter la loi ».

### **Le cas de l'école de al-Khan al-Ahmar**

Le 15 décembre 2020, l'UNOCHA a lancé son Plan d'intervention humanitaire sur Facebook<sup>27</sup>. Le Directeur de la section internationale de Regavim a trompé les humanitaires lors du lancement virtuel, vraisemblablement en feignant l'innocence (sans parler du fait que Regavim a déposé une pétition auprès de la Haute Cour, par exemple, pour la démolition de al-Khan al-Ahmar et son « école en pneus » emblématique) :

*Cette école a-t-elle été construite légalement ? A-t-elle l'assainissement, l'eau, l'électricité ? Est-ce que l'administration civile a été impliquée dans sa construction ? Y a-t-il une école en sécurité dans les environs en zone B ? Combien de personnes vivent-elles dans la « communauté » que l'école dessert ? Peut-être qu'un meilleur emploi des ressources serait un bus scolaire.*

Un travailleur humanitaire a répondu :

*L'école la plus proche de cette communauté est à plusieurs kilomètres - une marche difficile pour y aller et en revenir, particulièrement les mois d'hiver. Pour l'atteindre, les enfants auraient à traverser des routes, une petite carrière de pierres et grimper des collines. L'école de Ras Al-Tin dispense un enseignement à 50 élèves de ces communautés. L'école dispose d'équipements sanitaires de base.*

La réponse fut :

*Peut-être que la demande d'un permis de construire assurerait des conditions normales pour ces enfants - assainissement, électricité, accès à Internet, cour de récréation, chaussée et route d'accès ?*

L'UNICEF de Palestine a répondu

*« Même dans le non respect des règlements en matière d'urbanisme, qui peuvent elles-mêmes être en contradiction avec les lois internationales, les enfants ont droit à l'éducation ».*

L'humanitaire a répondu

*« L'Unicef a bien parlé, en rappelant que la destruction de biens, quel qu'en soit le motif, et en l'absence d'une nécessité militaire, est interdite, et lorsqu'elle est conduite de manière extensive et injustifiée, elle constitue une violation du droit international humanitaire, dont doit rendre compte Israël »*

Cependant ce même représentant de Regavim en 2018, devant la Haute Cour, lors d'une audience sur la démolition de al-Khan al-Ahmar, parlait avec mépris des Bédouins autochtones, les réfugiés du désert, qui vivent dans la zone C :

*« On est au 21ème siècle. Tout le monde va habiter dans les villes. Ils doivent accepter cela comme une réalité de la vie »<sup>28</sup>.*

A une époque où les villes sont de plus en plus considérées comme des réservoirs à Covid-19 et la source la plus importante d'émissions de carbone, le fait que jusqu'à présent seulement deux Bédouins habitants de communautés rurales ont succombé au virus, devrait remettre en question ce type d'opinion en 2021. En outre, ceux qui appliquent « le tarif de la loi » dans leur politique des déplacements forcés vivent eux-mêmes dans des maisons construites illégalement dans les colonies ». <sup>29,30</sup>

L'avocat des Bédouins de al-Khan al-Ahmar, le conseiller Tawfic Jabareen, a déclaré dans son résumé des éléments lors de l'audience de novembre 2020 :

*« Nous avons essayé de résoudre le problème de Khan al-Ahmar dans une esquisse de plan soumis il y a deux ans mais ils ont refusé de l'examiner. »<sup>31</sup>*

Le problème que pose le refus en 2018 par le Comité de planification de l'administration civile d'examiner le *Plan général des Bédouins* (tout en informant la Haute Cour que le comité s'était réuni, comme s'il l'avait fait « selon les règles ») montre que le système est vicié en de tels cas. Le gouvernement d'Israël met en avant l'absence de permis de construire délivré par Israël lorsqu'ils démolissent ou forcent les Palestiniens à démolir leurs maisons ou moyens de subsistance, mais les Nations Unies et les groupes de défense des droits rappellent le fait que ces permis sont presque impossibles à obtenir pour les Palestiniens.

Yvonne Helle, agent du Programme des Nations Unies pour le Développement dans les Territoires palestiniens, réfute la justification donnée par le Coordinateur des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT)<sup>32</sup> pour démolir le village entier de Khirbet al-Humsa, dont une partie a fait l'objet de dons humanitaires.

*«L'absence de permis de construire israéliens est constamment citée comme motif, même si, en raison du système de planification restreint et discriminatoire, les Palestiniens ne peuvent jamais obtenir ces permis. Les démolitions sont un moyen essentiel pour créer un environnement obligeant les Palestiniens à quitter leurs maisons »<sup>33</sup>.*

Un tel système de planification a ce but ultime –mis en évidence par la position de Regavim et celle de l'État dans leurs réponses à la Haute Cour : expulser les Palestiniens de la Zone C vers les zones A et B, en laissant ainsi à Israël 60% de la Cisjordanie débarrassée de ses habitants palestiniens. C'est la zone où les principales ressources en eau sont déjà mises sous contrôle israélien, où se situent les terres agricoles (et donc le grenier palestinien), ainsi que des atouts stratégiques tels que l'accès à Jérusalem et ses revenus liés au tourisme, les minéraux de la Mer morte, la frontière avec la Jordanie (i.e la souveraineté de la Palestine, car les États étant définis par leurs frontières<sup>34</sup> et Israël, en contrôlant la frontière du pont Allenby, lui refuse ainsi le contrôle de sa frontière, quintessence de l'exercice de la souveraineté)<sup>35</sup> et qui dispose d'une continuité territoriale et de transport permettant à 650 000 colons d'être parfaitement intégrés à l'État d'Israël « officiel » (à l'intérieur de la « ligne verte » internationalement reconnue), spécialement grâce à l'important réseau autoroutier qui s'étend dans les Territoires occupés. Le « plan » de Trump de donner 30% de la Cisjordanie a beau être enveloppé dans le langage de la « paix économique », en le regardant de plus près, il révèle une politique de développement délibérée reposant sur des violations importantes du droit international.

### **Les critiques à l'encontre de la politique d'Israël**

Les politiques israéliennes, spécialement celle des démolitions, ont été commentées très

durement par la communauté internationale présente en Israël, en Palestine, et dans les capitales.

Par exemple, l'Union européenne a déclaré sans équivoque :

*Les lois domestiques israéliennes, en donnant des fondements à l'éviction des familles, n'exemptent pas Israël, en tant que puissance occupante, de respecter ses obligations d'administrer le territoire occupé en satisfaisant les besoins de la population locale et en la protégeant. Israël n'a pas acquis la souveraineté sur ce territoire au cours de cette administration. L'Union européenne, dans la ligne de position qu'elle a prise depuis longtemps sur la politique de colonisation d'Israël, illégale selon le droit international, et sur les actions menées dans ce contexte, telles que les transferts forcés, les évictions, les démolitions et confiscations de maisons, demande aux autorités israéliennes d'annuler les décisions d'éviction à venir. Ses missions permanentes à Jérusalem et Ramallah rappellent les conclusions et déclarations du Conseil des affaires étrangères dans lesquelles l'Union européenne a répété son opposition à la politique de colonisation et aux actions menées dans ce contexte, y compris les évictions. Cette politique est illégale selon le droit international et sa poursuite met en question la viabilité de la solution à deux États, la perspective d'une paix durable et compromet la possibilité que Jérusalem devienne la capitale des deux États*<sup>36</sup>.

Lors de l'inauguration d'une nouvelle école dans la zone C, financée par l'Union européenne et par l'Agence française de développement, le représentant de l'Union européenne, Sven Kühn von Burgsdoff, s'est fait l'écho du droit international :

*« Nous rappelons également aux autorités israéliennes, en tant que puissance occupante, de respecter leurs obligations selon le droit humanitaire international, visant à assurer le bien-être de la population palestinienne placée sous son contrôle ».*

Le communiqué de presse de l'Union européenne ajoutait :

*Cette école inaugurée récemment fait partie du soutien donné par l'Union européenne et ses États membres à des interventions visant le développement de la zone C. Toutes les actions en Cisjordanie sont en phase avec le droit humanitaire international. L'Union européenne apporte son aide aux communautés en difficultés dans la zone C en accord avec l'impératif humanitaire. L'Union européenne travaille également avec l'autorité palestinienne pour développer la zone C et porter assistance aux communautés palestiniennes. Cela comprend des projets pour favoriser le développement économique et améliorer le niveau de vie des communautés palestiniennes, dans les domaines du développement du secteur privé, de l'environnement et de l'agriculture*<sup>37</sup>.

Ce n'est pas une surprise que 43 écoles palestiniennes dans la zone C et 8 à Jérusalem Est fassent l'objet d'ordres de démolition. Ce qui est peut-être plus surprenant est que de nombreuses colonies, comprenant celles au voisinage de Kfar Adumin, al-Khan al-Ahmars, n'aient pas fait l'objet de permis (150 ont été citées au tribunal par l'avocat de al-Khan al-

Ahmar) comme non plus les maisons du personnel de Regavim<sup>39</sup>. Ainsi que J Street, (une organisation basée aux Etats-Unis « créée pour servir de base et de voix politique aux Américains en faveur d’Israël et de la paix)<sup>40</sup> le déclare :

*Les démolitions et les déplacements forcés provoqués par l’expansion des colonies infligent des pertes incalculables et déchirantes pour les communautés qui sont visées – en détruisant les vies de familles qui cherchent simplement à construire un avenir meilleur. A long terme, en empêchant le processus vers une solution à deux États, l’expansion des colonies et les déplacements soutenus par Regavim exacerbent les conflits et mettent en péril l’avenir des Israéliens comme des Palestiniens.* <sup>41</sup>

Comme pour le *Bédouin invisible* : l’audience devant la Haute Cour de novembre 2020 de la requête de Regavim pour une démolition immédiate de al-Khan al-Ahmar a donné au gouvernement israélien un délai de réponse jusqu’en juin 2021. On peut penser que le gouvernement souhaite éviter un conflit avec la prochaine administration Biden. Ou attendre le résultat des élections israéliennes de mars. Ou attendre qu’un nouveau régime d’enregistrement des « Terres d’État » soit institué, actuellement à l’étude, dans le but d’empêcher les Bédouins de faire valoir qu’ils vivent sur des terrains appartenant à des particuliers palestiniens, dont ils sont les locataires.

La Haute Cour s’est prononcée à la suite d’une cession de trois heures, dont une à huis clos. Elle n’a pas facilité la participation des Bédouins eux-mêmes ni autorisé un report de l’audience jusqu’à ce qu’ils puissent être présents; en raison du COVID-19, seulement 17 membres du public ont été autorisés à entrer au tribunal – si bien qu’aucun diplomate présent ne pût y assister non plus. Une chose est certaine : la Cour n’a adressé aucune injonction contre les ordres de démolitions en cours visant toutes les installations, notamment l’école. Les militaires se sont rendus dans le village dès le lendemain matin, pour examiner chaque installation. Par conséquent, la démolition peut intervenir à n’importe quel moment

## Notes et références

1. Peace Agreements & Related. “Israeli-Palestinian Interim Agreement on the West Bank and the Gaza Strip (Oslo II).” 28 September 1995. <https://www.refworld.org/docid/3de5ebbc0.html>
2. Pundak, Ron. “Decoding Bibi’s West Bank Agenda.” Haaretz, 1 August 2012. <https://www.haaretz.com/opinion/decoding-bibi-s-west-bank-agenda-1.5275189>
3. B’Tselem. “Expel and Exploit: The Israeli Practice of Taking over Rural Palestinian Land”. December 2016. [https://www.btselem.org/publications/summaries/201612\\_expel\\_and\\_exploit](https://www.btselem.org/publications/summaries/201612_expel_and_exploit)
4. B’Tselem. “With or without flights to Abu Dhabi, Israel annexed the West Bank long ago.” 27 October 2020. [https://www.btselem.org/press\\_releases/20201027\\_the\\_annexation\\_that\\_was\\_and\\_still\\_is](https://www.btselem.org/press_releases/20201027_the_annexation_that_was_and_still_is)
5. Liebermann, Oren, and Abeer Salman. “UN and EU slam Israel after West Bank demolition leaves 73 Palestinians

- homeless." CNN, 5 November 2020. <https://edition.cnn.com/2020/11/05/middleeast/israel-west-bank-khirbet-humsa-intl/index.html>
6. Federman, Josef, Jon Gambrell, and Matthew Lee. "UAE to establish diplomatic relations with Israel to halt annexation of occupied West Bank lands." Chicago Tribune, 13 August 2020. <https://www.chicagotribune.com/nation-world/ct-nw-israel-uae-diplomatic-relations-20200813-brnte7wasncalme6fkj7ksk3ey-story.html>
  7. MEE and agencies. "UAE official says annexation of West Bank will not end normalisation deal." Middle East Eye, 1 September 2020. <https://www.middleeasteye.net/news/uae-admits-annexation-wont-collapse-deal>
  8. al-Mughrabi, Nidal, and Dan Williams. "Stop or suspend West Bank annexation? Devil in the detail for Israel-UAE deal." Reuters, 2 September 2020. <https://www.reuters.com/article/us-israel-emirates-usa-communicate-idUSKBN25T2FE>
  9. Middle East Monitor. "UAE envoy says Israel postponed West Bank annexation for normalisation deal." 28 September 2020. <https://www.middleeastmonitor.com/20200928-uae-envoy-says-israel-postponed-west-bank-annexation-for-normalisation-deal>
  10. Turak, Natasha. "UAE to get its first Reaper drones, clinches F-35 deal as Trump administration pushes through final arms sales." CNBC, 12 November 2020. <https://www.cnbc.com/2020/11/12/uae-set-to-get-its-first-reaper-drones-clinch-f-35-deal-as-trump-administration-pushes-through-final-arms-sales.html>
  11. Bowen, Jeremy. "Five reasons why Israel's peace deals with the UAE and Bahrain matter." BBC, 14 September 2020. <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-54151712>
  12. Guzansky, Yoel, and Ari Heistein. "Is the Israel-UAE agreement a game changer for Israel?" Middle East Institute, 16 September 2020. <https://www.mei.edu/publications/israel-uae-agreement-game-changer-israel>
  13. Aljazeera. "Israeli army razes entire village in occupied West Bank." 4 November 2020. <https://www.aljazeera.com/news/2020/11/4/israeli-troops-razes-entire-village-in-occupied-west-bank>
  14. Magid, Jacob. "Already neglected, Jordan Valley Palestinians fear Trump plan will confine them." The Times of Israel, 12 June 2020. <https://www.timesofisrael.com/already-neglected-jordan-valley-palestinians-fear-trump-plan-will-confine-them/>
  15. Foreign Desk. "Largest Israeli demolition in a decade displaces dozens of Palestinians in the West Bank." Independent, 4 November 2020. <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/israel-west-bank-demolition-palestine-netanyahu-un-b1590169.html>
  16. The White House. "Peace to Prosperity." January 2020. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2020/01/Peace-to-Prosperity-0120.pdf>
  17. Tirza, Dan. "Among the Maps: President Trump's Vision vs. An Israeli Proposal." Washington Institute, 14 August 2020. <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/among-maps-president-trumps-vision-vs-israeli-proposal>
  18. Department of Foreign Affairs, Ireland. "Statement by Minister Coveney on demolitions in the West Bank." 6 November 2020. <https://www.dfa.ie/news-and-media/press-releases/press-release-archive/2020/november/statement-by-minister-coveney-on-demolitions-in-the-west-bank.php>
  19. Sfar, Michael. "Gantz, Stop the Ethnic Cleansing in the West Bank." Haaretz, 31 December 2020. <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-gantz-stop-the-ethnic-cleansing-in-the-west-bank-1.9414960>



20. Hass, Amira. "Settlers Control the Drones. The Israeli Army Then Pulls the Trigger." Haaretz, 4 January 2021. <https://www.haaretz.com/opinion/.premium-settlers-control-the-drones-the-israeli-army-then-pulls-the-trigger-1.9423245>
21. Shezaf, Hagar. "Israel to Fund Drones, Patrol Units to Monitor Unauthorized Palestinian Construction." Haaretz, 31 December 2020. <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-israel-to-fund-drones-patrol-units-to-monitor-unauthorized-palestinian-construction-1.9415601>
22. OCHA Occupied Palestinian Territory. "West Bank demolitions and displacement." November 2020. <https://www.ochaopt.org/content/west-bank-demolitions-and-displacement-november-2020>
23. Boutruche, Théo, and Marco Sassòli. "Expert Opinion on the Occupier's Legislative Power over an Occupied Territory Under IHL in Light of Israel's On-going Occupation." June 2017. <https://www.nrc.no/globalassets/pdf/legal-opinions/sassoli.pdf>
24. Regavim. "The Roots of Evil: Land Theft in Area C is Creating a De Facto Palestinian State." Last modified November 2018. <https://www.regavim.org/the-roots-of-evil-land-theft-in-area-c-is-creating-a-de-facto-palestinian-state>
25. Bob, Yonah Jeremy. "Right-wing NGO using Israeli state funds to fight gov't in High Court." The Jerusalem Post, 21 November 2017. <https://www.jpost.com/israel-news/right-wing-ngo-using-israeli-state-funds-to-fight-govt-in-high-court-514820>
26. Berger, Yotam. "How Israeli Taxpayers Are Funding a Right-wing NGO Dedicated to Getting Palestinians Evicted." Haaretz, 19 January 2018. <https://www.haaretz.com/israel-news/israeli-right-wing-ngo-regavim-gets-millions-of-shekels-in-public-fund-1.5744933>
27. United Nations OCHA Occupied Palestinian Territory. "Launch of the 2021 Humanitarian Response Plan." Facebook, 15 December 2020. <https://fb.watch/2L3e8kLzMR/>
28. Schwartz, Yehuda Alain. "Facebook Live." Facebook, 1 August 2018. <https://www.facebook.com/yehuda.schwartz/videos/10157777276889498>
29. Ahronoth, Yedioth. "7 Days." 6 June 2018. [http://docs.wixstatic.com/ugd/cdb1a7\\_a8795a3be9b84f078c4c9e78aef00a09.pdf](http://docs.wixstatic.com/ugd/cdb1a7_a8795a3be9b84f078c4c9e78aef00a09.pdf)
30. Google Maps. "Regavim." 2021. [https://www.google.com/maps/d/u/0/viewer?mid=1hj8rZx62sxCQN8T\\_2bYrOXRtnD9dMkM&ll=31.694701286117663%2C35.1956493197697&z=10](https://www.google.com/maps/d/u/0/viewer?mid=1hj8rZx62sxCQN8T_2bYrOXRtnD9dMkM&ll=31.694701286117663%2C35.1956493197697&z=10)
31. AP Archive. "MEEX MEA Court." 29 November 2020. <http://www.aparchive.com/metadata/MEEX-MEA-Court/7038c41cde684fbdaf378108b4cfe432>
32. COGAT – Coordination of Government Activities in the Territories
33. Liebermann, Oren, and Abeer Salman. "UN and EU slam Israel after West Bank demolition leaves 73 Palestinians homeless." CNN, 5 November 2020. <https://edition.cnn.com/2020/11/05/middleeast/israel-west-bank-khirsbet-humsa-intl/index.html>
34. Nail, Thomas. Review of the politics of borders: Sovereignty, security, and the citizen after 9/11, by Matthew Longo. *Contemporary Political Theory*, 19, 3 (2020): S206-S209. <https://link.springer.com/article/10.1057/s41296-019-00316-0>
35. Ferris, Elizabeth, and Susan F. Martin. "Border Security, Migration Governance & Sovereignty." Perry World House, 8 December 2017. <https://global.upenn.edu/perryworldhouse/blog/border-security-migration-governance-sovereignty>

36. The Office of the European Union Representative (West Bank and Gaza Strip, UNRWA). "Local EU statement on the imminent risk of eviction of Palestinian families in East Jerusalem." 11 December 2020.  
[https://eeas.europa.eu/delegations/palestine-occupied-palestinian-territory-west-bank-and-gaza-strip/90415/local-eu-statement-imminent-risk-eviction-palestinian-families-east-jerusalem\\_en](https://eeas.europa.eu/delegations/palestine-occupied-palestinian-territory-west-bank-and-gaza-strip/90415/local-eu-statement-imminent-risk-eviction-palestinian-families-east-jerusalem_en)

**Angela Godfrey-Goldstein** est directrice de *Jahalin Solidarity*, une organisation palestinienne qu'elle a créée pour soutenir les Bédouin Jahalin dans le renforcement de leurs capacités de plaidoyer, en particulier en ce qui concerne leur déplacement forcé et contre l'occupation israélienne. Elle a été pendant de nombreuses années chargée de plaidoyer auprès de l'ICAHN – le *Comité israélien contre les démolitions de maisons*, après avoir été militante écologiste dans le Sinaï, en Égypte, où elle a vécu pendant quatre ans. Elle a été récipiendaire du prix *Rebuilding Alliance Peacemaker* 2018. Un chapitre qu'elle a écrit sur son travail au cours des 20 dernières années avec les Bédouins a été publié en 2018 par Veritas dans « *Defending Hope* ». En 2021, elle a reçu le prix de la catégorie Droits de l'homme et éducation de l'enfant dans le Hall of Fame de [www.blueprints.org](http://www.blueprints.org), dans le cadre de leur événement *World Indigenous Forum*, où elle siège au Conseil des 90.

**Source** : IWGIA *The Indigenous World* 2021. Traduction pour le GITPA par **Véronique Hahn de Bykhovetz**